

Pour une alternative solidaire, écologique et citoyenne



Agnès
ROUQUAIROL

Yvan
HART

Madame,
Monsieur,

Les 22 et 29 mars 2015, les conseillères et conseillers départementaux seront élu(e)s pour 6 ans. Notre rassemblement vous propose **une alternative à gauche** qui donne la place à la citoyenneté avec une politique solidaire et écologiste pour **une véritable transformation économique et sociale**.

Nous nous opposons résolument aux politiques d'austérité que nous subissons tous. Notre fil conducteur est l'intérêt général pour améliorer notre quotidien.

Ne nous résignons pas, décidons ensemble !

Pour une alternative solidaire,

Un département solidaire

Le département joue un rôle essentiel en matière

de solidarité : autour de l'enfant, de la famille, avec les personnes âgées, les personnes handicapées, celles qui se trouvent en situation précaire ou en phase de le devenir. Ce rôle, nous entendons le renforcer :

- > En apportant des réponses adaptées aux besoins urgents (hébergement, petite enfance, vieillesse, handicap, perte d'autonomie...)
- > En innovant sur le terrain éducatif pour lutter contre l'échec scolaire
- > En soutenant les associations et les opérateurs culturels qui, par leur action, participent au bien vivre ensemble.



Défendons nos départements

Nous voulons donner sens à la souveraineté populaire trop longtemps confisquée, voire même bafouée.

Dans l'esprit de la VI^{ème} République à laquelle nous aspirons, nous agissons pour donner plus de pouvoirs aux citoyens par une démocratie participative de proximité.

Le département, héritage de la Révolution, est un cadre territorial parfaitement adapté à des constructions démocratiques d'un type nouveau.

Nous nous opposerons à la mise en cause de la compétence générale des départements. Le département doit pouvoir mener librement ses politiques dans les domaines souhaités.

écologique et citoyenne

Engageons la transition écologique en développant l'emploi et l'innovation

Nous engagerons la transition écologique de notre département :

- > En favorisant la biodiversité et en incluant des règles sociales et écologiques aux marchés publics et aux aides du département.
- > En développant le soutien aux circuits courts ainsi qu'aux dynamiques associatives locales.
- > En soutenant la relocalisation de l'économie par la promotion de services qui rendent le territoire vivant : marchés paysans, coopératives de vente ou d'achat de produits agricoles locaux et /ou bio, vente directe.
- > En créant des emplois par le soutien à des filières innovantes liées à la transition énergétique, par le développement des énergies renouvelables et d'une filière bois dans le département.



Christèle ROUSSEL,
42 ans, psychologue
du travail, ergonomiste,
conseillère municipale.
Remplaçante

Agnès ROUQUAIROL,
64 ans, institutrice
Titulaire

Julien FROGER,
30 ans, directeur-
adjoint d'un
restaurant Universitaire
Remplaçant

Yvan HART,
46 ans, Staffeur, Porte Parole
des ouvriers staffeurs du
cinéma français
Titulaire

Nos engagements

- > Nous défendrons un service public de santé de proximité en luttant contre tout transfert d'activités de l'Hôpital de Meaux vers celui de Jossigny.
- > Nous agissons pour la création d'un service public départemental d'aide à la personne répondant aux besoins liés à la perte d'autonomie.
- > Nous appliquerons complètement la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits des personnes handicapées.
- > Nous privilégierons dans la commande publique du département les circuits courts pour favoriser l'emploi local et la transition écologique.
- > Nous inciterons au développement d'une filière en énergies renouvelables.
- > Nous proposerons l'attribution à chaque collégien d'un ordinateur portable.
- > Nous lutterons contre toute tentative d'exploitation du gaz de schiste et contre le développement anarchique des décharges.
- > Nous agissons pour la suppression du péage de Coutevroult, la rénovation de la RN3 entre Meaux et Claye-Souilly, ainsi que la mise en place sur Meaux d'une navette gratuite entre les quartiers excentrés et la gare.
- > Nous agissons pour que les projets départementaux fassent l'objet d'une co-élaboration partout et par tous et exigeons, si nécessaire, le recours au référendum.

